

# Revue de presse

Hakama / Appui à la mise en œuvre d'une gestion publique efficace et transparente



**07 Novembre 2023**

Expertise France  
Créé par : Imane HATIMY

## Table des matières

Table des matières .....	2
Charte de l'investissement : l'alignement stratégique des Centres Régionaux d'Investissement acté .....	3
Le Maroc pousse pour récupérer son « Investment grade » .....	4
Pour le FMI, la résistance du Maroc aux chocs reflète la « force de son économie et de son système financier » .....	5
Le Maroc et la BERD s'allient en faveur de la décarbonation du secteur énergétique au Royaume .....	6
Le Maroc, la BM et le FMI proclament quatre principes pour une action collaborative mondiale renforcée.....	7
Le rôle des assemblées BM-FMI et le partenariat avec le Maroc: le point avec Papa Amadou Sarr, directeur exécutif de l'AFD.....	8
Maroc-Suisse : vers un renforcement du partenariat économique.....	9
Hydrogène vert : comment le Maroc s'impose sur la scène internationale .....	10
Le Conseil du Gouvernement adopte le PLF 2024.....	11
Le Maroc et la BAD signent trois accords de financement de plus de 2,9 MMDH.....	12
Fonction publique : Le salaire mensuel net moyen augmente de 18,08% en 10 ans.....	12
La stratégie de transition énergétique du Maroc mise en avant à Bruxelles.....	13

LE MATIN.ma

Paru le 06/10/2023

## Charte de l'investissement : l'alignement stratégique des Centres Régionaux d'Investissement acté

**Les Centres Régionaux d'Investissement seront désormais appelés à superviser l'intégralité du processus d'investissement et à en accroître l'efficacité ainsi qu'à assurer de meilleurs services d'accompagnement au profit des porteurs de projets jusqu'à leur concrétisation finale.**

Le Ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des Politiques Publiques a présidé mercredi 04 octobre la réunion de lancement de l'alignement stratégique des Centres Régionaux d'Investissement (CRI), en présence des Directeurs Généraux des 12 CRI.

Avec le changement de tutelle intervenu en mai dernier, cette réunion marque le lancement du nouveau palier de la réforme des CRI, qui sont appelés, conformément aux Hautes Instructions de Sa Majesté Le Roi, à superviser l'intégralité du processus d'investissement et à en accroître l'efficacité ainsi qu'à assurer de meilleurs services d'accompagnement au profit des porteurs de projets jusqu'à leur concrétisation finale.

Cet alignement stratégique permettra notamment de définir le nouveau positionnement des CRI et de décliner la feuille de route du nouveau palier de leur réforme, tout en capitalisant sur les acquis réalisés dans le cadre de la loi 47-18.

Lors de la réunion, le ministre a rappelé que « ce nouveau palier s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour faire de l'investissement privé le moteur de la relance économique en vue d'atteindre les objectifs fixés par Notre Souverain, à savoir 550 milliards de DH d'investissement privé et 500.000 emplois créés à horizon 2026 ».

Après l'opérationnalisation de la nouvelle charte de l'investissement, l'instauration de la Commission Nationale des Investissements, l'unification de la gouvernance de l'investissement autour du Chef du Gouvernement et le lancement de la feuille de route d'amélioration du climat des affaires 2023-2026, c'est l'alignement stratégique des CRI, acteurs de référence de l'investissement dans les territoires, qui sera au cœur de l'action du département de l'investissement pour les mois à venir.

Source : <https://lematin.ma/economie/charte-de-linvestissement-lalignement-strategique-des-cri-acte/194759>



Paru le 10/10/2023

## Le Maroc pousse pour récupérer son « Investment grade »

**Les autorités monétaires du Maroc s'efforcent de récupérer le précieux « Investment grade » auprès de Standard & Poor's Global Ratings qui avait dégradé la note du Maroc en avril 2021, en pleine crise du Covid.**

«Le Maroc pousse retrouver son Investment grade auprès de S&P, s'engageant à contrôler son déficit budgétaire malgré de nouvelles dépenses massives engagées suite à un tremblement de terre meurtrier et à la co-organisation de la Coupe du monde de football 2030», écrit l'agence Bloomberg ce mardi.

Le Royaume vise à renouer avec la « rigueur budgétaire dont il faisait preuve avant la crise financière mondiale de 2008 » et a tenu des discussions avec S&P à la suite du séisme de septembre, a déclaré la ministre des Finances et de l'Economie Nadia Fettah Alaoui à l'agence de presse américaine. « Nous avons les moyens de réaliser nos ambitions et les programmes qui sont sur la table », a assuré l'argenteuse du Royaume à Bloomberg en marge des réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Marrakech.

La publication financière rappelle que les agences S&P et Fitch Ratings avaient abaissé la notation du Maroc à BB+, après que la pandémie de Covid-19 a frappé l'économie nationale, et en particulier le secteur du tourisme.

Malgré cette dégradation, le Maroc a pu, en février dernier, revenir sur les marchés internationaux de la dette pour la première fois depuis la perte de son Investment Grade. Un emprunt en devises réussi, rappelons-le, qui a permis au Trésor de lever 2,5 milliards de dollars, à des conditions de financements avantageuses en comparaison avec les marchés émergents. Nadia Fettah y voyait déjà un « vrai témoignage de la confiance dont jouit le Maroc » auprès d'investisseurs étrangers de premier plan.

Bloomberg ne manque pas de noter que le Maroc, qui se présente comme un « îlot de stabilité », est considérée « comme un point positif pour les investisseurs effrayés par l'incertitude ailleurs dans la région ». Mais malgré cela, certains a priori ont la vie dure. « La perception du risque par les agences de notation en Afrique et dans des pays comme le nôtre est pénalisante pour tout le monde », a déclaré à ce sujet Fettah Alaoui, exprimant une critique souvent formulée par les pays en développement. Elle a dans ce sens exhorté la communauté internationale à soutenir les pays africains sur la question de l'examen minutieux de la notation de crédit lors des réunions de Marrakech de cette semaine.

Des dirigeants, comme le président sénégalais Macky Sall, ont d'ailleurs exigé une refonte du système de notation de crédit, se plaignant des préjugés occidentaux qui maintiennent les coûts d'emprunt injustement élevés. Les ministres des Finances envisagent à ce titre de créer une agence de notation en tant qu'entité indépendante de l'Union africaine.

En avril dernier, dans une note consacrée à l'économie marocaine S&P expliquait que le rehaussement de la note de crédit du Royaume est conditionné à l'amélioration des finances publiques. «Nous pourrions relever nos notes sur le Maroc si la consolidation budgétaire s'avère nettement plus rapide que prévu, ce qui se traduirait par une baisse substantielle de la dette nette

des administrations publiques par rapport au PIB », avait souligné l'agence.

Sur ce point, le gouvernement actuel est particulièrement vigilant. La réduction du déficit budgétaire est même l'une des priorités de la note de cadrage du chef du gouvernement en vue du projet de loi de finances 2024.

« Le gouvernement s'en tiendra au plan budgétaire triennal annoncé avant le séisme. Cela vise à réduire les déficits budgétaires et à stabiliser la dette publique à environ 70 pour cent du produit intérieur brut », souligne Bloomberg. Pour rappel, cette programmation budgétaire triennale présentée en juillet dernier prévoit concrètement une diminution du déficit budgétaire à 4% en 2024, 3,5% en 2025 et à 3% en 2026.

Source : <https://www.lavieeco.com/argnt/le-maroc-pousse-pour-recuperer-son-investment-grade/>



Paru le 11/10/2023

### **Pour le FMI, la résistance du Maroc aux chocs reflète la « force de son économie et de son système financier »**

**Lors d'une conférence de presse dédiée à la présentation du rapport global du FMI sur la stabilité financière, le directeur du département des marchés monétaires et de capitaux au sein de l'institution financière, Tobias Adrian, a mis en avant la résilience de l'économie marocaine et «sa performance impressionnante» au lendemain du séisme.**

Lors de la présentation du rapport global du Fonds monétaire international (FMI) sur la stabilité financière, le mardi 10 octobre, en marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale (BM) et du FMI qui se tiennent à Marrakech, le directeur du département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, Tobias Adrian a salué la résilience de l'économie marocaine face aux différents chocs subis ces dernières années.

Selon lui, cette résilience reflète «la force de l'économie et du système financier au Maroc», appuyant que le Royaume «a fait preuve d'une «performance économique impressionnante, en particulier durant le tremblement de terre».

« Nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités au Maroc depuis ce drame. Un fonds de résilience et de durabilité a été créé cette année même pour mieux se préparer aux différents risques de changement climatique », a ajouté Tobias Adrien.

Globalement le responsable du FMI a noté que la plupart des économies absorbent le resserrement agressif de la politique monétaire adopté ces deux dernières années pour faire face à la montée d'inflation en faisant preuve de résilience.

« Les Banques centrales du monde entier ont déclenché la plus forte série d'augmentations des taux d'intérêt depuis des décennies au cours de leurs deux années de lutte contre l'inflation, et elles n'ont peut-être pas encore fini de le faire. Les décideurs politiques ont relevé les taux d'environ 400 points de base en moyenne dans les économies avancées depuis la fin 2021, et d'environ 650 points de base dans les économies de marché émergentes », a-t-il souligné.

Outre le risque inflationniste, l'un des signaux d'alerte repérés par le FMI est la diminution de la capacité des emprunteurs, particuliers et entreprises. « Rendre la dette plus chère est une

*conséquence voulue du resserrement de la politique monétaire pour contenir l'inflation. Le risque, cependant, est que les emprunteurs se trouvent déjà dans une situation financière précaire et que les taux d'intérêt plus élevés amplifient ces fragilités, entraînant une augmentation des défauts de paiement », a expliqué Tobias Adrian.*

Source : [https://fr.le360.ma/economie/pour-le-fmi-la-resistance-du-maroc-aux-chocs-reflete-la-force-de-son-economie-et-de-son-systeme\\_CGI3A2QG6BH7ZEZCMRSHKANKSI/](https://fr.le360.ma/economie/pour-le-fmi-la-resistance-du-maroc-aux-chocs-reflete-la-force-de-son-economie-et-de-son-systeme_CGI3A2QG6BH7ZEZCMRSHKANKSI/)

## Le Maroc et la BERD s'allient en faveur de la décarbonation du secteur énergétique au Royaume

**Dans un Mémoire d'entente, signé à Marrakech le 11 octobre 2023, par Leila Benali, ministre de la Transition énergétique et du Développement durable et Nandita Parshad, directrice générale des Infrastructures durables à la BERD, la Banque et le MTEDD ont convenu d'approfondir leur coopération pour aider à faire progresser la transition énergétique verte au Maroc.**

La coopération visera à accélérer le déploiement des énergies renouvelables, à renforcer le réseau électrique, à déployer des solutions d'efficacité énergétique dans tous les secteurs et à développer un marché de l'électricité ouvert et fonctionnel.

Dans le cadre de ce Mémoire d'entente, la BERD et le MTEDD ont convenu de soutenir l'Office national de l'électricité et de l'eau Potable (ONEE) dans ses efforts de décarbonation et de renforcer la résilience de l'ONEE, notamment en accélérant la digitalisation de l'entreprise et à travers la mise en œuvre de la loi 48-15 relative à la régulation du marché de l'électricité.

La portée de la coopération couvrira un certain nombre de domaines d'intérêt stratégique commun à long terme, notamment la mise en œuvre d'une trajectoire neutre en carbone et l'élimination progressive des actifs fossiles au cours des prochaines décennies.

A cette occasion, Leila Benali, ministre de la Transition énergétique et du Développement durable a affirmé : « Nous sommes très heureux d'annoncer aujourd'hui ce partenariat avec notre partenaire de longue date, la BERD, qui intervient à un moment crucial de notre relation avec nos partenaires européens, avec la signature du partenariat vert par le Maroc. Cela est d'autant plus important compte tenu de l'ambitieux programme d'investissement lancé par l'ONEE et de sa transformation. Ce protocole d'accord soutiendra un élément clé de notre stratégie : renforcer les réseaux et assurer un financement durable à long terme dans des systèmes énergétiques agiles et robustes ».

Pour sa part, Nandita Parshad, directrice générale du groupe Infrastructures durables à la BERD, a déclaré que : « Face à l'urgence climatique, le Maroc a été à l'avant-garde de l'effort climatique du continent et prend désormais de nouvelles mesures pour mettre le pays sur une voie durable aussi bien en matière d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique. Aujourd'hui, en signant ce Protocole d'Accord, nous renforçons une coopération déjà dynamique en matière de transition énergétique. Nous saluons l'engagement du Ministère en faveur de la décarbonation du secteur de l'électricité ».

Source : <https://laquotidienne.ma/article/economie/maroc-berd-decarbonation-secteur-energetique>



Paru le 12/10/2023

## Le Maroc, la BM et le FMI proclament quatre principes pour une action collaborative mondiale renforcée

***Marrakech - À l'occasion des Assemblées annuelles 2023 de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), le Maroc, la BM et le FMI ont rendu public une Déclaration de quatre principes pour une action collaborative mondiale renforcée face aux difficultés pour consolider la résilience et créer plus d'opportunités pour un avenir meilleur.***

Dans ce document dit "Les principes de Marrakech pour la coopération mondiale", le président de la BM, Ajay Banga, la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, la ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah, et le gouverneur de Bank Al-Maghrib, Abdellatif Jouahri, dessinent "un cadre général visant à tirer parti du multilatéralisme au bénéfice de tous".

Il s'agit en premier lieu de "redynamiser la croissance inclusive et durable", en promouvant des réformes structurelles favorables à la croissance, en diversifiant les sources de financement et en luttant contre les fragilités.

Deuxième principe : "renforcer la résilience", en développant les capacités institutionnelles, en maintenant la stabilité extérieure, en renforçant les cadres de gestion et de résolution de la dette publique, en améliorant la préparation aux crises mondiales et leur atténuation et en dissociant la croissance et les risques climatiques.

Il est aussi question de "soutenir les réformes porteuses de transformation", à travers l'accélération de la transition verte, l'accompagnement des transformations technologiques, l'amélioration des systèmes de santé et leur degré de préparation, la promotion d'un enseignement équitable de qualité et la contribution à l'égalité entre les sexes.

Pour ce qui est du quatrième principe : "renforcer et moderniser la coopération mondiale", il passe par le renforcement du système monétaire international, du système commercial multilatéral et de la collaboration entre la BM, le FMI et les pays partenaires.

"À l'heure où la communauté internationale se réunit à Marrakech, nous devons rester solidaires et unis afin de protéger notre prospérité future et mettre fin à l'extrême pauvreté", soulignent les quatre signataires.

Ils relèvent que les perspectives de croissance mondiale à moyen terme sont à leur niveau le plus bas depuis des décennies. Les effets néfastes des crises successives sont de plus en plus visibles, au moment même où de nombreux pays luttent contre une inflation élevée, un fort endettement et d'importants déficits de financement pour fournir des services de base, soutenir les infrastructures et l'action climatique, et réduire la pauvreté, les inégalités et les fragilités qui s'accroissent, ajoutent-ils.

Le Maroc et les institutions de Bretton Woods constatent que "le monde est aujourd'hui plus exposé



aux chocs et les menaces grandissantes qui pèsent sur la croissance, le développement, l'emploi et le niveau de vie risquent d'aggraver les inégalités, tant entre les pays qu'au niveau national".

Et d'ajouter que "les pays émergents et les pays en développement ont particulièrement été touchés. L'écart de revenus avec les pays avancés s'est encore creusé et le monde n'est pas en voie d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2030".

"Notre conception des principaux risques et forces perturbatrices auxquels est confrontée l'économie mondiale a évolué : la menace existentielle que représente le changement climatique, les disparités croissantes en matière de revenus et d'opportunités et les tensions géopolitiques s'accroissent", notent les quatre parties signataires.

"Par leur rapidité, la transition numérique et les transformations technologiques créent de nouveaux défis, mais engendrent aussi des opportunités", estiment-ils, soulignant qu'"aucun pays ne doit être laissé de côté".

"Marrakech 2023 est un appel à une action collaborative mondiale renforcée face aux difficultés que nous rencontrons tous, afin de renforcer la résilience et créer plus d'opportunités pour un avenir meilleur", affirment-ils.

Source <https://www.mapnews.ma/fr/dossier/le-maroc-la-bm-et-le-fmi-proclament-quatre-principes-pour-une-action-collaborative-mondiale>



Paru le 14/10/2023

## Le rôle des assemblées BM-FMI et le partenariat avec le Maroc : le point avec Papa Amadou Sarr, directeur exécutif de l'AFD

**Dans cet entretien avec Le360, Papa Amadou Sarr, directeur exécutif de l'Agence française de développement (AFD), évoque la coopération entre le Maroc et l'Agence, ainsi que l'accompagnement que cette dernière offre aux pays partenaires.**

Rencontré dans le cadre du Festival économique, organisé par le Policy Center for the New South (PCNS) en marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), qui se tiennent à Marrakech du 9 au 15 octobre, Papa Amadou Sarr, le directeur exécutif de l'Agence française de développement (AFD), revient dans cet entretien avec *Le360* sur le partenariat entre l'Agence et le Maroc, les principaux défis auxquels font face les pays partenaires de l'AFD et le rôle joué par les Assemblées annuelles BM-FMI dans un tel contexte.

**Quels sont les secteurs prioritaires dans le programme de financement de l'Agence française de développement au Maroc ?**

Je voudrais d'abord dire à quel point je suis très heureux d'être ici à Marrakech, aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les relations bilatérales entre la France et le Maroc, en particulier la collaboration entre l'AFD et le gouvernement marocain, sont très fortes, le Maroc est notre premier partenaire en Afrique en matière de financement. Nous sommes très fiers de ce partenariat qui témoigne du rôle central du Maroc dans le développement économique de tout le continent.



Au sein de l'AFD, nous opérons selon la volonté des États, c'est-à-dire que ce sont les pays qui sollicitent notre soutien financier dans certains secteurs clés de leur économie, notamment l'eau, l'assainissement, les infrastructures, l'énergie, l'éducation et la santé. La plupart de ces secteurs figurent actuellement dans notre programme de financement avec le gouvernement marocain. Il y a aussi notre engagement envers le secteur privé, que nous soutenons à travers notre filiale Proparco. Et sur ce volet aussi, le Maroc est un bon partenaire.

### **Quels sont les principales difficultés auxquelles les pays partenaires de l'AFD sont confrontés aujourd'hui ?**

Les assemblées annuelles se déroulent dans un contexte de sortie de la pandémie, mais diverses crises perdurent : l'inflation, les tensions géopolitiques, les conflits en Europe, en Afrique et en Asie, ainsi que les enjeux liés à la migration, le tout compliqué par l'augmentation du coût du capital.

Dans de nombreuses régions, notamment en Afrique subsaharienne, les États rencontrent des difficultés à emprunter sur les marchés locaux en raison de taux d'intérêt en nette hausse. Par conséquent, nous sommes confrontés à une pénurie de ressources concessionnelles pour financer le développement.

### **Quel rôle jouent les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI dans le dépassement de ces difficultés ?**

Les points à l'ordre du jour des Assemblées annuelles de la Banque mondiale, telles que la réforme des institutions de développement multilatérales et l'augmentation du capital des banques multilatérales, auront un impact significatif sur les trois ou quatre années à venir. L'objectif est de financer les économies pour favoriser la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, tout en soutenant la transition vers une économie plus durable et respectueuse de l'environnement.

L'autre enjeu majeur de ces assemblées est d'établir des liens entre les financements respectifs des banques multilatérales, des banques régionales de développement, des banques locales et des banques nationales de développement, au sein d'un réseau que nous avons appelé le réseau « Finance en commun ». Cette initiative rassemble tous les acteurs qui ont mutuellement besoin les uns des autres, tout en reconnaissant le rôle crucial du secteur privé en tant que catalyseur essentiel du financement.

Source : [https://fr.le360.ma/economie/le-role-des-assemblees-bm-fmi-et-le-partenariat-avec-le-maroc-le-point-avec-papa-amadou-sarr\\_SXMWAJDNKBEZFF5T2C2DP2AXI4/](https://fr.le360.ma/economie/le-role-des-assemblees-bm-fmi-et-le-partenariat-avec-le-maroc-le-point-avec-papa-amadou-sarr_SXMWAJDNKBEZFF5T2C2DP2AXI4/)



Paru le 14/10/2023

### **Maroc-Suisse : vers un renforcement du partenariat économique**

**Guy Parmelin, Conseiller fédéral suisse, chef du département fédéral de l'Économie, de la Formation et de la Recherche, accompagné d'une importante délégation, a effectué samedi, une visite de l'Institut des métiers de l'aéronautique et du site industriel de la société Sabca.**

Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce, a reçu, samedi 14 octobre, à Casablanca, Guy Parmelin, qui était accompagné d'une importante délégation composée de haut responsables, d'hommes d'affaires et de scientifiques suisses. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite

de travail qu'elle effectue au Maroc la délégation suisse et dont l'objectif est de prendre connaissance des progrès réalisés par l'économie marocaine et des opportunités économiques offertes par le Royaume du Maroc.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les moyens à même de renforcer leurs relations économiques ainsi que les perspectives de coopération bilatérale dans plusieurs domaines tant sur le plan des échanges commerciaux que sur celui des investissements.

Mezzour a mis en exergue les atouts nombreux du Maroc, ses avantages compétitifs, ainsi que les nombreuses opportunités d'investissement et l'offre particulièrement avantageuse qui découle de la stratégie industrielle mise en place par le Royaume et qui a permis de faire émerger un tissu industriel local dynamique, tout en conférant au pays son positionnement de hub international.

Il a rappelé, à ce propos que le Maroc dispose d'une base industrielle compétitive dans laquelle des leaders internationaux ont trouvé un relais de croissance à long terme, les infrastructures et les ressources humaines nécessaires, ainsi qu'un climat d'affaires propice, outre les opportunités offertes au Maroc dans des secteurs porteurs notamment l'automobile, l'aéronautique, le textile, le secteur pharmaceutique ou encore les énergies renouvelables.

Le ministre a invité, à ce titre, les entreprises suisses en quête de compétitivité et désireuses de renforcer leur croissance et d'augmenter leurs capacités à adresser de nouveaux marchés, à tirer profit de cette dynamique et des nombreuses opportunités offertes par la destination Maroc.

La délégation suisse a par la suite visité les locaux de l'Institut des Métiers de l'aéronautique (IMA), mis en place dans le cadre d'un partenariat public-privé, pour fournir des formations sur mesures et customisées afin de répondre aux besoins des opérateurs aéronautiques en ressources qualifiées (techniciens et middle managers) et favoriser l'insertion des jeunes.

La délégation suisse a également effectué une visite à la société Sabca, spécialisée dans la fabrication et l'assemblage d'aérostructures. La délégation suisse a pu constater, à travers cette usine, le progrès remarquable réalisé par l'industrie aéronautique nationale. Pour rappel, les groupes Pilatus et Sabca ont signé, en août 2021, un contrat majeur portant sur l'assemblage quasi-final de l'avion d'affaires « pc-12 »(bestseller de l'avionneur suisse PIATUS) à Casablanca.

Source : <https://www.lavieeco.com/affaires/investissements/maroc-suisse-vers-un-renforcement-du-partenariat-economique/>



Paru le 15/10/2023

## Hydrogène vert : comment le Maroc s'impose sur la scène internationale

**Selon la BERD, le Maroc se positionne au sommet en termes de capacité à produire de l'hydrogène vert à des prix extrêmement compétitifs. Une revue de presse de La Vie Éco.**

Selon les conclusions d'une récente étude menée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Maroc se positionne au sommet en termes de capacité à produire de l'hydrogène à des prix extrêmement compétitifs, un constat émis par Antoine Sallé de Chou, le directeur de la BERD pour le Maroc.

Selon *La Vie Éco*, le Maroc dispose de l'un des potentiels les plus importants au monde en ce qui concerne l'hydrogène vert. « *Sur l'hydrogène vert, nous sommes convaincus à la BERD que le Maroc a l'un des potentiels les plus importants au monde, et plus généralement dans les carburants verts* », a expliqué Antoine Sallé de Chou, invité des Assemblées annuelles de la Banque mondiale

et du Fonds monétaire international qui prennent fin ce dimanche 15 octobre 2023 à Marrakech, après six jours de rencontres.

Le représentant de la BERD a assuré qu'une étude réalisée par l'institution, dans les 37 pays où elle dispose de représentations opérationnelles, a « *clairement révélé que le Maroc se positionne au sommet en termes de capacité à produire de l'hydrogène à des prix extrêmement compétitifs* ».

Cet atout dont bénéficie le Maroc, Antoine Sallé de Chou l'attribue à son « *mix éolien et solaire assez unique* ».

Pour ce représentant de la BERD au Royaume, « *il y a des pays qui ont un très fort potentiel solaire, et d'autres un très fort potentiel éolien. Mais ici, avoir ce mix et pouvoir créer des facteurs de capacité qui peuvent approcher 70% pour les électrolyseurs est extrêmement compétitif* ».

Antoine Sallé de Chou souligne que la proximité du Maroc avec le marché européen est un avantage pour ce pays.

L'Europe, a-t-il ajouté, via les politiques annoncées, souhaite produire et importer 10 millions de tonnes d'hydrogène vert, dont une très grande partie sera importée d'Afrique du Nord.

Interrogé sur l'engagement des entreprises marocaines en Afrique, Antoine Sallé de Chou a souligné la présence d'une « *connaissance très fine des marchés africains* » par le Maroc, grâce à l'extension de ses grands groupes sur le continent et de plus en plus, à présent, de celle d'entreprises de taille intermédiaire.

Le représentant de la BERD a aussi assuré que le Maroc était non seulement un partenaire incontournable, mais surtout, peut-être, une plateforme, et un point d'entrée, à même de permettre d'aborder le continent africain.

Source : [https://fr.le360.ma/economie/hydrogene-vert-comment-le-maroc-simpose-sur-la-scene-internationale\\_VYJC4TFERVGP3BBYNIH5JI7UZU/](https://fr.le360.ma/economie/hydrogene-vert-comment-le-maroc-simpose-sur-la-scene-internationale_VYJC4TFERVGP3BBYNIH5JI7UZU/)

## Le Conseil du Gouvernement adopte le PLF 2024

Le conseil de gouvernement, réuni jeudi 19 Octobre 2023, à Rabat sous la présidence du chef de gouvernement M. Aziz AKHANNOUCH, a adopté le projet de loi de finances (PLF) au titre de l'année 2024 et les textes l'accompagnant.

Il est à noter que le PLF se base sur des hypothèses tablant sur **un taux de croissance de 3,7% en 2024 et un déficit budgétaire dans la limite de 4% du PIB.**

Source : <https://www.finances.gov.ma/fr/Pages/detail-actualite.aspx?fiche=6673>



Paru le 24/10/2023

## Le Maroc et la BAD signent trois accords de financement de plus de 2,9 MMDH

**Rabat - Le Maroc et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont signé, mardi à Rabat, trois accords de financement de plus de 2,9 milliards de dirhams (MMDH) sur l'accès inclusif aux infrastructures de Santé, l'appui à la généralisation de la couverture sociale et l'assistance d'urgence pour le séisme d'Al Haouz.**

Le premier accord pour le financement du Programme d'Appui à l'Accès Inclusif aux Infrastructures de Santé (PAAIIS), porte sur un montant de 120 millions d'euros (M€), soit environ 1,3 MMDH, et le deuxième concerne le financement du Programme d'Appui à la Généralisation de la Couverture Sociale pour une meilleure employabilité (PAGSC-II), d'un montant de 149 M€ (environ 1,6 MMDH).

Le 3ème accord porte, quant à lui, sur le financement de l'Assistance d'urgence pour tremblement de terre d'Al Haouz, d'un montant de 1 million de dollars (environ 10,35 millions de dirhams).

**Source :** <https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/rabat-le-maroc-et-la-bad-signent-trois-accords-de-financement-de-plus-de-29-mmdh>



Paru le 24/10/2023

## Fonction publique : Le salaire mensuel net moyen augmente de 18,08% en 10 ans

**Le salaire mensuel net moyen dans la fonction publique est passé de 7.250 DH en 2013 à 8.561 DH en 2023, soit une amélioration de 18,08% au cours de cette période et une augmentation annuelle moyenne de 1,68%. C'est ce qui ressort du rapport sur les ressources humaines accompagnant le projet de loi de finances (PLF-2024).**

Selon la même source, cette amélioration s'explique par la promotion de grade et les augmentations salariales décidées par le gouvernement au profit des fonctionnaires dans le cadre du dialogue social.

Par département, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation est en tête avec un salaire mensuel net moyen de 15.819 DH, suivi des départements de la Justice (9.842 DH), de la Santé et Protection sociale (9.250 DH), de l'Économie et des finances (8.331 DH), de l'Éducation nationale, Préscolaire et Sports (8.288 DH) et de l'Intérieur (7.080 DH).

En outre, ledit rapport fait savoir que le salaire mensuel net moyen du personnel d'exécution classé à l'échelle 6 et assimilé se situe à 4 591 DH, contre 5 826 pour le personnel de maîtrise classé aux échelles 7 à 9 et 10 087 DH pour la catégorie des cadres et cadres supérieurs (échelles 10 et plus).

Pour ce qui est du salaire minimum dans la fonction publique, il a connu au cours de ces dernières années des révisions importantes en passant de 2 800 DH en 2013 à 3 000 DH en 2014 pour atteindre 3 258 DH en 2020 et 3 500 en 2023, grâce aux décisions prises par le gouvernement dans le cadre des différentes sessions du dialogue social.

Par ailleurs, le nombre de fonctionnaires qui seront mis à la retraite s'élève à 64.979 personnes entre la période 2023-2027, selon le rapport sur les ressources humaines accompagnant le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2024.

« Selon les données de la Caisse Marocaine des Retraites, il est prévu que 64.979 fonctionnaires seront mis à la retraite pour limite d'âge au titre des cinq prochaines années », indique cette note publiée sur le site du ministère de l'Économie et des Finances.

Au niveau de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, 33.017 départs sont prévus pour les cinq prochaines années, soit 14,4% de l'effectif actuel des deux départements.

Pour ce qui est de l'Intérieur, de la Santé et la Protection sociale, de l'Économie et des Finances, et de la Justice, les départs atteindraient respectivement 13.550, 5.637, 1.583 et 2.037, soit 12,09%, 9,76%, 9% et 13,26% de l'effectif des fonctionnaires civils de chaque département.

Source : [https://www.lopinion.ma/Fonction-publique-Le-salaire-mensuel-net-moyen-augmente-de-1808-en-10-ans\\_a45509.html](https://www.lopinion.ma/Fonction-publique-Le-salaire-mensuel-net-moyen-augmente-de-1808-en-10-ans_a45509.html)

**HESPRESS**

Paru le 28/10/2023

## La stratégie de transition énergétique du Maroc mise en avant à Bruxelles

**Le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI), Ricardo Mourinho Felix, a assuré que le Maroc est pionnier dans le développement des énergies renouvelables en Afrique et au-delà, grâce à une stratégie de transition énergétique » très ambitieuse dotée d'une vision claire ».**

Mourinho Felix, qui intervenait, vendredi à Bruxelles, lors d'un séminaire autour de la thématique « *Un horizon vert commun : Exploiter tout le potentiel du Partenariat vert UE-Maroc* », a souligné que le Maroc a compris depuis longtemps les opportunités de l'action climatique et a fait de grands progrès vers cet objectif, au cours des 15 dernières années.

Il a en ce sens mis l'accent sur le « *potentiel extraordinaire du Maroc, avec une disponibilité abondante d'énergie renouvelable et de ressources naturelles* », notant l'importance de la stratégie de développement durable du Maroc, qui vise, comme le Green Deal de l'UE, à repenser les modèles économiques pour faire face à l'urgence climatique.

Le responsable a, à cet égard, salué le Partenariat vert Maroc-UE en tant que « *modèle de coopération internationale* » relevant que la BEI est un acteur majeur dans la mise en œuvre de ce partenariat et joue un rôle de catalyseur pour le secteur privé.

« La BEI est disposée à soutenir des projets solaires, éoliens, d'efficacité énergétique et d'hydrogène vert au Maroc et entend renforcer son soutien aux PME et au secteur privé dans divers domaines, entre autres la décarbonation, la protection de l'environnement et la finance verte », a-t-il dit.

Organisé par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed), la Mission du Royaume du Maroc à l'UE et à l'Otan et le Centre pour les études politiques européennes (CEPS), ce séminaire a rassemblé des acteurs institutionnels et privés, qui donnent vie à la coopération énergétique entre le Maroc et l'UE à travers des actions appuyées et innovantes.

Il a offert l'occasion pour approfondir la réflexion, l'échange et la prospection sur l'avenir et les enjeux du partenariat vert Maroc-EU.

Source : <https://fr.hespress.com/336795-la-strategie-de-transition-energetique-du-maroc-mise-en-avant-a-bruxelles.html>